

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Contenu de ce document :
Foccart face à ses sources - Jean-Pierre Bat

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3401-8



**ARCHIVES
NATIONALES**



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

PREMIÈRE PARTIE

Portraits d'acteurs

FOCCART FACE À SES SOURCES

Jean-Pierre Bat

Le nom de Foccart s'apparente à une machine à fantômes. En témoigne l'affaire de la « commode de Foccart » révélée par *Le Canard enchaîné* en 1969, à la faveur de l'intérim présidentiel d'Alain Poher : auraient été découvertes, dans un meuble Louis XV du bureau de Foccart, les premières tables d'écoute de l'Élysée. Ce genre d'histoire connaîtra sous la V^e République une certaine postérité pour dénoncer un cabinet noir présidentiel. L'air du temps des années soixante participe clairement de la réputation de Foccart : surnommé « la Bacille¹ » ou « le chanoine² », sa silhouette n'est pas sans faire écho à Bernard Blier qui s'affiche à l'époque sur les écrans de France et de Navarre comme l'archétype du « tonton flingueur » ou du « barbouze »³. La première biographie (non autorisée) consacrée à Foccart, sous la plume de Pierre Péan, a directement contribué à entretenir la représentation en clair-obscur de ce personnage, en quête de lumières sur les secrets de « l'homme de l'ombre »⁴.

Aux antipodes de ce portrait au vitriol, les proches et familiers de Foccart le décrivent comme un homme aux manières élégantes de bourgeois, courtois, toujours disponible et prêt à rendre service⁵. Force est de constater que le nombre d'obligés de Foccart, pour services rendus, est insoupçonné : les importants volumes de dossiers d'interventions auprès de lui à l'Élysée en attestent. Les mentions olographes portées de la main de Foccart sur des lettres d'interventions témoignent des brevets de moralité qui importent à ses yeux : patriotisme et activités de résistance sont pour lui les deux principales vertus ; le gaullisme constitue, naturellement, la clé de voûte idéale de cette alliance pour Foccart, en 1944 comme en 1958.

- 1 Ce surnom lui est donné en référence à son nom original : Koch-Foccart (simplifié en Foccart), pour donner « bacille de Koch ».
- 2 Ce surnom lui est donné en référence à sa calvitie et à sa silhouette d'apparence replète d'abbé.
- 3 Films de Georges Lautner : *Les Tontons flingueurs* (1963) et *Les Barbouzes* (1964). Dans ce dernier film, Bernard Blier est d'ailleurs baptisé, pour sa silhouette, « le chanoine ».
- 4 Pierre Péan, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1990.
- 5 Frédéric Turpin, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.

Foccart occupe une place particulière dans le cercle des conseillers du général de Gaulle. Pas seulement du fait de son statut institutionnel en qualité de secrétaire général des Affaires africaines et malgaches, mais aussi et avant tout par son profil atypique. Il est ainsi en charge de quatre domaines qui pourront trouver sous son autorité des échos les uns avec les autres : l'Afrique, l'outremer (DOM-TOM), les élections et la liaison avec les organisations politiques gaullistes, et les services de renseignement.

Évoquer « Foccart face à ses sources » induit une double perspective : Foccart à la lumière de ses archives, mais aussi, et surtout, Foccart face à ses sources de renseignement. Cette double dimension permet de pénétrer, ou tout au moins d'approcher, les modes de fonctionnement de ce conseiller gaulliste si spécial, entre formel et informel, toujours au service de la raison d'État à l'heure de la décolonisation de l'Afrique.

L'EMPREINTE DU RENSEIGNEMENT : L'ÉCOLE DE LA GUERRE ET SES HÉRITAGES

Foccart se qualifie lui-même d'homme d'action. Il convient d'affiner les contours de cette définition pour entendre son propos. En premier lieu, il considère que sa véritable école a été la Résistance. Effectivement, avant-guerre, il semble encore chercher sa voie : sans cursus universitaire (il ne termine pas son baccalauréat), il entre par réseau familial dans une entreprise d'import-export après avoir été commercial chez Renault. Mobilisé comme sergent en 1939, il parvient à ne pas être fait prisonnier ; dès l'été 1940, il s'installe à Râne, dans l'Orne, et y reste l'essentiel des quatre années que dure l'Occupation. Durant cette période où il reste en permanence en territoire occupé, ses activités sont marquées par le sceau du double jeu puis de la clandestinité (à partir de 1944), sous le pseudonyme de « Binot »⁶. En 1958, dans les jours qui précèdent le 13 mai, Foccart retrouve tous ses réflexes de la guerre et retourne en clandestinité, occupant une petite chambre dans le quartier du Panthéon et détruisant quotidiennement les pages de son agenda sans rien cesser de ses activités politiques⁷.

Les liens noués dans l'épreuve de la guerre s'avèrent essentiels dans la psychologie de Foccart. À titre personnel, la meilleure preuve en est fournie par la figure d'Odette Leguerney. Son époux, Roger Leguerney, est le collaborateur de Foccart dans la Résistance. Le 27 avril 1944, alors qu'ils forcent en voiture un barrage militaire, les Allemands ouvrent le feu ; Roger Leguerney se sacrifie

6 Ce nom est choisi en référence au boulevard Bineau, à Neuilly, où il a créé début 1944 sa société d'import-export : la SAFIEX.

7 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, t. 1 (1913-1969), 1995, p. 130.

en s'interposant pour servir de bouclier humain à son chef de réseau qui tient le volant. Il meurt des suites de ses blessures. Sa veuve, également résistante, devient à la Libération la secrétaire personnelle de Foccart et intègre le cercle familial d'Isabelle et Jacques Foccart, habitant avec eux la villa « Charlotte » de Luzarches⁸. À la mort de Foccart, elle s'impose comme la principale vestale de sa mémoire.

S'il ne saurait être question des détails des premières années de guerre (qui ont pu donner lieu, à la suite de la publication du livre de Pierre Péan, à de sévères polémiques⁹), retenons une double particularité du statut de résistant de Foccart : c'est finalement moins son importance dans la hiérarchie de la région M de la Résistance qui importe que le fait qu'il a été résistant intérieur inscrit sur les rôles du Bureau de centralisation du renseignement et d'Action (BCRA)¹⁰. Agent P2, il dépend du Bureau des opérations aériennes (BOA), puis prend une part active au plan « Tortue ». En juillet 1944, au lendemain de la libération de la Normandie, il rejoint la Direction générale des études et de la recherche (DGER), qui succède au BCRA. Au printemps 1945, il est affecté au *Special Allied Airborne Reconnaissance Forces* (SAARF) intégrant ainsi une troupe d'élite parachutiste où il commande un certain Paul Aussaresses. Il conserve de cette culture de guerre trois caractéristiques.

La première caractéristique est le parachutisme. Foccart effectue son baptême de saut en parachute dès juillet 1944 en Normandie. Le brevet parachutiste, dans les années quarante, devient un sésame des corps d'élite de l'Armée française en reconstruction. Réserviste, il effectue régulièrement des périodes de saut dans les années quarante, cinquante et soixante. Lorsqu'il sera interdit par son médecin de saut pour des raisons physiques et d'âge, à partir de la décennie soixante, il contournera le veto médical en sautant dans des étangs ou en Méditerranée pour amortir le choc.

8 Parmi différentes activités d'Odette, il convient de souligner que c'est elle qui a entrepris les premières transcriptions des cassettes audio sur lesquelles Foccart s'enregistrait, et qui constituent le matériau du *Journal de l'Élysée*.

9 Administrativement, Foccart n'est inscrit comme agent du BCRA qu'à partir de septembre 1943 ; cependant, il aura à cœur après guerre de se faire valider comme membre des FFC (Forces françaises combattantes), c'est-à-dire comme résistant intérieur homologué pour la période antérieure.

10 Sébastien Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle. Le BCRA 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009.



1. La culture Action : la journaliste Brigitte Friang et l'officier SDECE Marcel Chaumien, amis de Jacques Foccart et anciens des réseaux Action, lors d'un saut de nuit en parachute, s.l.n.d. (archives privées)

La deuxième caractéristique est le tir au pistolet. Sa passion pour cette pratique est connue grâce au stand de tir personnel qu'il a fait construire dans son pavillon de Luzarches. Le rituel des visites veut que les invités africains se sont tous, ou presque, amusé à brûler quelques cartouches dans le jardin de Foccart : on connaît l'anecdote de Bokassa qui, collant son œil à la culasse du pistolet, a manqué s'éborgner. Toutefois, le tir n'est pas qu'un loisir social pour Foccart. Tous les matins, traditionnellement entre 8 h et 8 h 30, le commissaire Sasia, garde du corps du général de Gaulle, lui ouvre spécialement le stand de tir de la police qu'il a créé avenue Foch, pour lui permettre de tirer avant de se rendre à son bureau : c'est pour Foccart une manière de se concentrer¹¹. Le pistolet, en tant qu'objet, occupe dans sa vie professionnelle une place qui apparaît à l'historien comme un marqueur distinctif du personnage au regard des autres

¹¹ Entretien de l'auteur avec Raymond Sasia, garde du corps du général de Gaulle et fondateur du Centre de tir de Paris de la police nationale (CTPPN).

conseillers présidentiels : en 1959, le service Action lui remet un Colt 45, avec un étui, deux chargeurs et des munitions ; en 1974, à l'heure de la liquidation du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, un pistolet lui est offert par certains de ses collaborateurs¹². Si Foccart reconnaît avoir porté sur lui une arme durant la crise algérienne, ce n'est pas sans raison. Cible prioritaire de différentes organisations nationalistes en qualité de proche conseiller du général de Gaulle, il reçoit en juin 1961 un arrêt de condamnation à mort de la cour de justice des « Forces armées clandestines », une obscure organisation opposée à la politique de décolonisation de l'Algérie. Foccart y est accusé d'atteinte à la sûreté de l'État, d'atteinte à l'intégrité du territoire national et de trahison. De cette parodie de justice militaire, l'élément important est que le document porte le timbre 001 : sa condamnation à mort constitue l'acte fondateur de cette organisation.

La troisième caractéristique est son lien avec le service de documentation et de contre-espionnage (SDECE), héritier de la DGER en 1946. À la sortie de la guerre, Foccart est intégré dans les cadres de réserve du 11^e Choc, le bras armé du service Action. Il y effectue ses périodes de réserve au camp de Cercottes. Durant toutes les années quarante et cinquante, Foccart a pour patron le chef du service Action, le colonel Henri Fille-Lambie, *alias* Jacques Morlane, avec lequel il entretient une relation de confiance. La réserve n'est pas seulement pour lui un temps militaire : elle est l'occasion, alors qu'il est responsable du Rassemblement du peuple français (RPF), d'entretenir le réseau des « anciens ». Ceux-ci deviennent, au fil des guerres coloniales, de plus en plus hostiles au « régime des partis » de la IV^e République et Foccart leur apparaît être l'intermédiaire privilégié avec le général de Gaulle. Jouissant d'une réelle aura auprès de ces militaires spéciaux – dont les vétérans continuent à l'appeler « mon colonel » en référence au grade qui lui avait été donné pour les nécessités de missions SAARF¹³ –, Foccart conduit au mess des officiers une profonde action de politisation au sein du 11^e Choc¹⁴.

Outre les agents actifs, Foccart anime de manière plus large le réseau des anciens de la Résistance : membre constituant de l'Amicale « Action » en décembre 1944 (association amicale d'entraide des anciens officiers chargés

12 De manière plus générale, cet homme d'action entretient un véritable rapport aux armes : sur son bureau dans « sa case à fétiches » de Luzarches trône la grenade qu'il conservait avec lui durant sa période de clandestin pendant la guerre pour se suicider en cas d'arrestation par les Allemands.

13 Foccart n'est pas titulaire de ce grade de lieutenant-colonel, conféré pour les besoins de la mission SAARF ; il est réintégré dans les cadres de réserve du SDECE comme lieutenant, et gravira tous les échelons jusqu'au grade de colonel.

14 Entretien de l'auteur avec Bob Maloubier, ancien officier du service Action et créateur de la Garde présidentielle gabonaise.

de missions Action et de leurs collaborateurs recrutés en France) dont il porte la carte n° 15, il acquiert dès mars 1945 une place essentielle dans les réseaux des anciens de la Résistance. Il se fait bien souvent l'intermédiaire efficace pour arranger des situations administratives embrouillées de vétérans ou de veuves de vétérans¹⁵.

FOCCART AU MIROIR DES SERVICES

30

Du 11^e Choc des années cinquante, Foccart conserve de solides et fidèles amitiés. Parmi elles peuvent être particulièrement mis en avant quatre officiers, surnommés les « Quatre mousquetaires » : Bob Maloubier, René Bichelot, Marcel Chaumien, dit « Monsieur Armand », et René Obadia, dit « Pioche ». Ce dernier incarne aux yeux de Foccart un idéal d'engagement patriotique. Aussi, lorsqu'il lui est demandé une lettre de recommandation auprès du ministère de l'Intérieur, il écrit à son sujet : « C'est un type qui a été formidable pendant la guerre. Me préparer une intervention très pressante¹⁶. » L'estime gagnée pendant la seconde guerre mondiale et prolongée dans les guerres secrètes du SDECE constituent le socle de la fidélité de Foccart pour un tel homme.

Bob Maloubier sera sollicité par Foccart et le commandant Maurice Robert, chef du secteur Afrique du SDECE, pour créer la Garde présidentielle (GP) gabonaise au lendemain du putsch 18 février 1964 à Libreville. Acteur clé de la restauration du pouvoir du président Léon M'Ba dont il devient le conseiller, Maloubier entretient avec Foccart une relation directe : outre les communications téléphoniques ou verbales, il lui adresse un « point mensuel » tout au long de sa mission. Il s'agit d'un rapport manuscrit, dans une style à l'humour *british* – à l'image de son auteur – sur la situation politique du régime gabonais, avec ses intrigues de palais¹⁷.

René Bichelot, inquiet parmi les purges du service Action à la suite du putsch des généraux, est nommé par Maurice Robert chef du poste de liaison et de renseignement (PLR) du SDECE à Abidjan en 1963. Bichelot y travaille si bien qu'à la fin de son mandat, en 1968, il est recruté par le président Félix Houphouët-Boigny, qui dit de lui qu'il est « plus précieux qu'un bataillon de l'Armée française ». Il poursuit sa mission comme responsable des services de renseignement ivoiriens, avec l'accord de Foccart et Robert.

Marcel Chaumien, enfin, occupe une place souvent sous-estimée dans l'entourage de Foccart en pleine crise algérienne : les silences de son dossier

15 AN, fonds de l'amicale « Action », 72 AJ / NC_Action_Ind/49. Dossiers de Jacques et Isabelle Foccart.

16 AN, fonds du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, AG/5(F)/133.

17 AN, AG/5(F)/650.

militaire et ses relations personnelles avec Foccart laissent à supposer qu'il a, à la demande et peut-être sous les ordres de ce dernier, participé à la lutte contre l'OAS et à la défense du régime gaulliste¹⁸. À la fin des années cinquante, il est en charge de l'Afrique du sein du célèbre service VII (recherche non conventionnelle). Il crée en 1959 une vaste organisation de renseignement clandestin, en AOF et en AEF : le réseau « Jimbo »¹⁹. Il s'appuie notamment sur les chefs d'escale de la compagnie d'aviation UTA, dont le directeur des Affaires extérieures, Daniel Richon, est un honorable correspondant du SDECE et un proche de Foccart.

La relation entre Foccart et le service Action évolue entre la fin des années cinquante et le début des années soixante. Il éprouve, à l'évidence, moins d'admiration pour le colonel Robert Roussillat que pour son prédécesseur, le colonel Morlane. Une première tension apparaît autour de l'opération « Résurrection ». Foccart ne l'envisage que comme un moyen de pression et jamais comme l'opération coup de poing contre le régime que veulent les militaires²⁰. Mais c'est en 1961-1962 avec la crise de l'OAS que la rupture se consomme : chez Foccart, les impératifs politiques et la raison d'État ont toujours pris le pas sur les considérations personnelles. Un tête-à-tête aurait eu lieu entre Foccart et Roussillat au cours duquel est demandée la neutralisation du colonel Yves Godard, cadre de l'OAS, mais aussi ancien chef du 11^e Choc²¹. Un doute ayant été émis par le colonel Roussillat sur les intentions des officiers du service Action de neutraliser un ancien camarade, un terme aurait été mis à l'entretien. La République se tourne alors *de facto* vers d'autres services²². En 1963, à l'instigation du gouvernement et sur les cendres de la crise algérienne, le 11^e Choc est finalement liquidé. Foccart n'en conserve pas moins des relations interpersonnelles avec nombre d'anciens qui ont fait la preuve de leur patriotisme ou de leur gaullisme – à l'image de Bichelot, recyclé en Côte d'Ivoire – et n'en sollicite pas moins le service Action pour l'Afrique. Ainsi, entre septembre et décembre 1963, il confie personnellement

18 Archives Chaumien. Il est également permis de s'interroger sur les activités de Pioche à la même période.

19 Archives Chaumien. Rapport de mission sur le réseau « Jimbo », 1959.

20 Christopher Nick, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998. Fac-similé du rapport du commandant Vitasse, p. 757-809.

21 AN, fonds Philippe Gaillard, 20140408/1-2, Documents remis par Foccart en 1992 pour préparer les entretiens de *Foccart parle*.

22 La lutte contre l'OAS mérite encore quelques éclairages : il semble qu'à la suite de la disqualification du service Action en particulier et, par voie de conséquence du SDECE, la lutte contre l'OAS glisse de plus en plus entre les mains du ministre de l'Intérieur, Roger Frey. Pierre Messmer, ministre des Armées, fait de la Sécurité militaire le bras armé de la « purge » qui va frapper le SDECE. Entretien de l'auteur avec Roger Muelle, ancien officier du service Action (Pierre Lemarchand, « *Barbouze* » du *Général*, Paris, Le Cherche Midi, 2005).

au service Action l'opération « Austerlitz » : l'organisation de l'évasion de l'abbé Fulbert Youlou, président déchu du Congo-Brazzaville, prisonnier du régime révolutionnaire né le 15 août 1963²³. Cette opération ne verra finalement pas le jour.

32

Depuis le cardinal de Richelieu, sans doute aucun homme politique n'a accordé autant d'attention au renseignement dans la conduite des affaires de l'État. La création du secteur Afrique du SDECE en porte l'empreinte. Dans le cadre de la guerre d'Algérie, de la décolonisation de l'Afrique et de la sécurisation du régime naissant, Foccart participe à la réforme politique du renseignement. Le SDECE, plus que tout autre service, retient son attention. Relevant à cette date de Matignon, une première évolution est acquise en mars 1959 lorsque Michel Debré étend les compétences souveraines du SDECE aux pays de la Communauté ; une thèse que soutient ardemment Foccart. Depuis la crise du 13 mai 1958, ses liens se sont resserrés avec le capitaine Maurice Robert, alors chef de poste du service de renseignement du SDECE à Dakar depuis 1955. Ce dernier, militant RPF depuis 1947, s'est fait l'informateur privilégié de Foccart sur la situation de l'AOF en marge de toute sa hiérarchie du SDECE²⁴. À l'été et à l'automne 1958, il rend compte à Foccart de l'avancée de la préparation (et de la sécurisation) du référendum à travers ses missions en AOF. L'activité du SDECE et de l'administration coloniale en AOF a permis de neutraliser notamment l'influence du Sawaba au Niger, et de faire triompher, partout sauf en Guinée, le « oui ». Après le référendum, Robert ne cesse de solliciter Foccart pour obtenir de lui son maintien en Afrique de l'Ouest ; mais après avoir consommé ses prolongements réglementaires, il est contraint de rentrer en France et attend sa nouvelle affectation au boulevard Mortier.

À partir de l'été 1959 a été négociée avec le général Paul Grossin, directeur du SDECE, la création d'un secteur Afrique au sein du service de renseignement. Cette mission est confiée à Maurice Robert. Dans la coulisse, la main de Foccart se devine. Le secteur Afrique est baptisé secteur N (pour Afrique Noire) et se construit dans le courant de 1960, année des indépendances africaines. Sur le terrain Maurice Robert fait la tournée de tous les palais présidentiels du « pré carré » pour négocier l'installation d'un PLR du SDECE à la droite des nouveaux chefs d'État « amis de la France ». Ces postes répondent à un double besoin spécifique qui préside à la création de N : réaliser les missions de recherche et d'assistance technique. Le champ des compétences du chef N est très large, allant de la recherche clandestine à des tractations délicates avec des chefs d'État

23 Jean-Pierre Bat, *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, p. 366-371.

24 AN, AG/5(F)/324.

africains. Cette marge d'action n'est intelligible qu'à la lumière de la relation de Robert avec Foccart. Ce dernier a obtenu de pouvoir travailler en relation directe avec le chef du secteur N ; le général Grossin a donné son accord pour qu'une liaison directe, hors hiérarchie administrative, soit établie entre Foccart et Robert. La collaboration entre les deux hommes devient une signature de la décolonisation. Perdu au milieu des liasses d'archives, un indice ténu permet d'évaluer la nature de leurs échanges : les papillons de notes qui font suite aux appels téléphoniques de Maurice Robert qui souhaite joindre Foccart sur un sujet précis. Les manifestations des 6 et 7 février 1964 à Brazzaville, suivies en temps réel, donnent à voir la chaîne de communication : le commandant P., chef du PLR, informe Maurice Robert (ou de son adjoint, le commissaire Paul Vergé), qui appelle aussitôt le secrétariat général (ou un de ses collaborateurs)²⁵. Ce circuit court, qui permet une efficacité de l'information au plus haut niveau de l'État, est sans conteste une marque de la méthode de Foccart. Le téléphone, entre ses mains, est une redoutable arme politique.

Le SDECE a longtemps été considéré comme l'horizon mythique du secret chez Foccart. La réalité est cependant tout autre : c'est parce qu'il en connaît les avantages et les limites qu'il sait l'utiliser à bon escient pour conduire sa politique africaine. Il trouve des correspondants avec lesquels il entretient des relations étroites et de confiance. À l'inverse, il ne faut pas imaginer un SDECE soumis à l'influence totale de Foccart : en cette décennie soixante, les guerres intestines se déchaînent. Dans les années soixante-dix, le comte Alexandre de Marenches, directeur général du SDECE, lance de grandes enquêtes pour débusquer les « réseaux Foccart » au sein du SDECE. En 1973, Maurice Robert quitte le service et rejoint Elf : la dernière attache de Foccart avec le SDECE se dénoue. Dans les années quatre-vingt, alors qu'il est conseiller Afrique de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988), Foccart ne manque pas de manifester ses réserves à l'égard des notes de la DGSE. Le fossé s'est irrémédiablement creusé depuis les indépendances.

Une seconde réserve permet de relativiser la place du SDECE dans l'information de Foccart. Il apparaît que c'est pour un autre service qu'il semble avoir encore plus lutté, et dont il apprécie particulièrement les analyses lorsqu'il est secrétaire général des Affaires africaines et malgaches : le service de coopération technique international de la police (SCTIP). Derrière la promesse d'assistance technique que laisse deviner cette titulature, le SCTIP fonctionne comme un véritable service de renseignement, à la croisée entre l'héritage de la police coloniale et les méthodes importées de la DST par le commissaire

25 AN, AG/5(F)/1976.

Jean-Paul Mauriat²⁶. Ce dernier a fait évoluer le service de sécurité extérieur de la Communauté (sorte de DST ultra-marine) en SCTIP tout en conservant ses atouts (à commencer par son personnel formé au terrain africain à la fin de l'âge colonial)²⁷. Ce n'est donc pas un hasard si, en 1968, c'est le préfet André Diefenbacher qui est nommé directeur du SCTIP (1968-1975) : c'est un homme de terrain, spécialiste de la préfectorale outre-mer, qui prend la direction de cette police spéciale. Précédemment préfet de la Réunion (le fief politique de Michel Debré), il a eu à y traiter l'affaire Paul Vergès – en lien avec Foccart²⁸.

De ces expériences nourries par la guerre et le monde du renseignement, il est permis d'en conclure que Foccart réfléchit moins en termes de structures institutionnelles qu'en termes de relations (inter)personnelles. Il a, somme toute, une confiance « raisonnable » dans les services à l'heure de la décolonisation, mais privilégie toujours la confiance qu'il place en des individus dont il connaît et apprécie le passé. Avec le temps et l'éloignement des institutions républicaines après 1974, cette tendance ira assez logiquement en s'accroissant.

Si Foccart occupe un rôle à part à l'Élysée, c'est également le cas de son secrétariat général. Il est unique en son genre dans l'histoire des institutions de la République à double titre : parce que c'est la seule fois qu'a existé une telle structure avoisinant, sur un pied d'égalité, le secrétariat général de la présidence de la République, et parce que Foccart y insufflé sa propre méthode de travail.

LE RENSEIGNEMENT : PRATIQUE ET RÉFLEXES PROFESSIONNELS DE FOCCART AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

L'établissement du dictionnaire biographique et prosopographique des collaborateurs de Foccart a mis au jour une partie de la nature des relations professionnelles entre Foccart et chacun de ses collaborateurs²⁹. Quelques portraits de chargés de mission permettent de préciser ce propos. Dans le

²⁶ AN, AG/5(F)/2599.

²⁷ AN, AG/5(F)/2599-2603. Sébastien Laurent et Jean-Pierre Bat, « Jean Poitevin et le SSEC : protéger les frontières de la Communauté », dans Sébastien Laurent (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 169-197. À l'heure de terminer sa mission de chef du SCTIP *ad interim* au lendemain du décès du préfet Jean Poitevin, c'est à Foccart – tenu pour le véritable parrain politique du SCTIP – que le commissaire Jean-Paul Mauriat vient rendre compte de sa mission.

²⁸ Il n'existe aucune trace objective de l'intervention de Foccart, ni de correspondance aussi éloquentes que celle entretenue avec Maurice Robert en 1958. Toutefois, le lien professionnel entre Foccart et Diefenbacher apparaît très spécifique, presque plus qu'avec Jean Parsi, son prédécesseur.

²⁹ Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste (dir.), *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)*, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, p. 397-432.

classement des archives Foccart, au sein de l'ensemble « Affaires politiques » du fonds Élysée, une section « Affaires réservées » a été (re)composée pour témoigner de pratiques discrétionnaires entretenus par Foccart avec certains de ses collaborateurs³⁰. On y retrouve notamment quatre collaborateurs.

D'apparence discret et sans compétence politique au regard d'autres chargés de mission, Vincent Balesi est en réalité un camarade de réserve de Foccart au 11^e Choc : il se voit confier à ce titre certaines missions sensibles et discrètes, comme la gestion des documents classifiés au sein du secrétariat général. Vincent Balesi dédicace à Foccart son ouvrage *Méharées*, paru en 1975, par ces mots éloquents : « En hommage à Jacques Foccart, sous les ordres duquel j'ai servi fidèlement pendant dix années le général de Gaulle et pendant cinq ans le président Pompidou, en même temps que nous effectuions ensemble au sein du service Action chaque année des périodes militaires avec des sauts en parachute sur les étangs de Cercottes et sur la rade d'Ajaccio à Aspretto, ce qui ne peut s'oublier³¹ ».

Dans le même registre, Foccart confie des missions réservées à Guy Le Bellec, un collaborateur au profil atypique au sein des chargés de mission³². Comme Vincent Balesi, il a un passé d'homme de terrain, voire de baroudeur, à l'heure du crépuscule colonial. Parmi les différentes tâches dont il hérite – comme la liaison avec les services de renseignement, qu'il partage avec Balesi –, il suit la surveillance des syndicats d'étudiants africains en France, considérés comme le vivier des contestataires des régimes « amis de la France ». Il suit la crise du Congo-Kinshasa et l'affaire Tshombé, aux portes du « pré carré » français en Afrique. Lorsque l'abbé Youlou est exilé à Madrid à partir de 1966, Le Bellec effectue des missions de liaison confidentielles auprès du président congolais déchu³³. Il remplit également des missions plus quotidiennes pour Foccart. Collaborateur de confiance, il arrive traditionnellement au secrétariat général vers 7 h 30 et procède à une première sélection des télégrammes reçus. À l'arrivée de Foccart à 8 h 30, les deux hommes effectuent en tête-à-tête le premier point d'information de la journée. Sur la base de ce travail, Foccart prépare le dossier à l'attention du général de Gaulle, qui revient traditionnellement en début d'après-midi avec des commentaires et annotations. Ainsi, en amont des entretiens vespéraux à huis clos entre de Gaulle et Foccart, véritable moment

30 AN, AG/5(F)/2592-2640.

31 Bibliothèque de la Fondation Charles-de-Gaulle.

32 Guy Le Bellec, manifestement spécialiste en explosif, est surnommé « le sergent de la Coloniale » par certains collaborateurs de Foccart, en référence à certains de ses exploits passés qui ont dû laisser quelques traces dans son caractère.

33 Entretien de l'auteur avec Alain Plantey, conseiller technique de Jacques Foccart. La liaison est maintenue avec Youlou par l'intermédiaire du poste SDECE de Madrid, avec qui Le Bellec est en contact dans le cadre de ces missions madrilènes.

de communion gaulliste dont la seule trace conservée est le célèbre *Journal de l'Élysée*³⁴, on mesure le rôle invisible mais stratégique endossé par un chargé de mission tel que Guy Le Bellec.

Jacques Mouradian occupe également une place particulière auprès de Foccart. Ce spécialiste de l'Afrique musulmane, qui ne reste que les premières années du secrétariat général, semble avoir eu des compétences et un contact tout particulier avec Foccart : malgré quelques restitutions possibles de ses activités (enquêtes sur les questions religieuses en Afrique ou synthèses transversales transcendant les suivis par pays), son champ d'action semble avoir été bien plus vaste que ne le laissent deviner ses archives conservées dans le fonds Foccart³⁵.

36

Les archives ont, en revanche, permis de mettre en lumière la continuité politique de relations entre Foccart et certains de ses collaborateurs, à l'image de Joseph Desmarescaux. À lire son dossier de carrière, après être chargé de mission au secrétariat général de la Communauté dès 1959 où il a suivi la décolonisation de l'Afrique de l'Ouest avec l'épineux problème de la fédération du Mali, il réintègre en septembre 1967 son corps d'origine au tribunal administratif de Paris. En réalité, il s'agit d'une astuce administrative. En 1967, Desmarescaux reçoit, en marge des activités officielles du secrétariat général, l'ordre de Foccart d'assurer la liaison avec les équipes de Georges Pompidou à Matignon dans le cadre de la campagne et des élections législatives de mars 1967³⁶. Pour continuer à s'attacher ses services, en toute discrétion, Foccart adresse un courrier éloquent au ministère de l'Intérieur : « Compte tenu de la qualité des services rendus par ce fonctionnaire au secrétariat général, je vous serais très obligé de le laisser à ma disposition à compter de la date de sa réintégration dans votre ministère³⁷. » Desmarescaux poursuit ses activités politiques auprès de Foccart : il est son principal collaborateur pour les événements de Mai 68, l'organisation de la réaction gaulliste (notamment à travers les comités de défense de la République) et les élections législatives qui suivent³⁸. À l'hôtel de Noirmoutier, Desmarescaux occupe une place géographiquement stratégique : il est installé dans le secrétariat

34 AN, fonds du *Journal de l'Élysée*, 20140410/1-10.

35 L'établissement de la prosopographie des collaborateurs de Foccart a permis de mettre au jour les publications de Mouradian, écrites sous pseudonymes. Les deux plus célèbres sont Alphonse Gouilly (utilisé pour ses livres sur l'Islam et la politique) et Ouolof-Arméniens (en référence à sa passion pour le Sénégal et à ses origines arméniennes).

36 AN, AG/5(F)/246-272. Desmarescaux semble avoir pris ses quartiers directement à Matignon, rue de Varenne, auprès des équipes de Georges Pompidou qui, à la faveur de ce scrutin, se présente pour la première fois devant le suffrage des Français et s'impose comme le chef de file du parti gaulliste.

37 AN, AG/5(F)/4031.

38 AN, AG/5(F)/274-284.

particulier, à côté de Denise Rieu, la collaboratrice du secrétaire général. Ce bureau est mitoyen de celui de Foccart dont il tient lieu d'antichambre³⁹.

Ces personnalités s'avèrent aux antipodes des profils des magistrats coloniaux puis des énarques, sur qui Foccart, par ailleurs, s'appuie tout autant – mais différemment. L'une de ses marques de fabrique est de savoir utiliser les compétences à bon escient, sans corporatisme. Son expérience dans le monde du renseignement autant que dans le secteur privé le distinguent des autres collaborateurs du général de Gaulle, essentiellement issus de la haute fonction publique. Foccart cloisonne ; ses chargés de mission ignorent les missions confidentielles qu'il confie à chacun d'entre eux. Il peut faire travailler deux collaborateurs sur un même dossier sans que ni l'un ni l'autre ne le sache. Mais parallèlement, Foccart informe chacun de ses collaborateurs suivant « le besoin d'en connaître » (pour paraphraser les termes de l'instruction générale interministérielle 1300 portant sur la protection du secret de la défense nationale et dont la première version date de 1966)⁴⁰. Il permet ainsi à chacun de pouvoir travailler de manière aussi complète que confidentielle. Cependant, au final, seul Foccart est en capacité de faire la synthèse globale de la situation quotidienne africaine, qu'il présente au cours de l'entretien du soir au général de Gaulle.

Ainsi « double-t-il » l'information du Quai d'Orsay dans certains cas. Le classement du fonds Foccart a permis de mettre au jour les correspondances confidentielles qu'il entretient avec des ambassadeurs de confiance – parfois qualifiés de choc – qui apparaissent plus comme des hommes de Foccart que comme des diplomates du Quai d'Orsay (ce qui n'est pas sans susciter l'ire le ministère des Affaires étrangères). En marge des dépêches officielles adressées au ministre des Affaires étrangères, et diffusées en copie à Foccart, des personnalités telles que Jacques Raphaël-Leygues (ambassadeur de France à Abidjan), Roger Barberot (ambassadeur de France à Bangui), Maurice Delauney (ambassadeur de France à Libreville), Fernand Wibaux (ambassadeur de France à N'Djamena) – pour ne citer qu'eux – adressent au secrétaire général des courriers manuscrits en toute confidentialité. Leur teneur, au ton souvent extrêmement clair, tranche avec le langage lissé des documents diplomatiques qui apparaissent bien fades et vides au regard des échanges avec Foccart. Le transport de ces lettres manuscrites

39 AN, fonds de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, AG/5(3)/1171. Indice de l'importance stratégique de ce bureau : il a été précédemment occupé par les chargés de mission qui faisaient fonction de chef de cabinet au cours des années soixante (Maurice Ligot et Paul Bouteiller), aux côtés de Madame Gay, la secrétaire personnelle de Foccart (Entretien avec Maurice Ligot).

40 Le « besoin d'en connaître » est défini dans la version 2011 de l'IGI 1300 comme « la nécessité impérieuse de prendre connaissance d'une information dans le cadre d'une fonction déterminée, pour la bonne exécution d'une mission précieuse. »

d'ambassadeur peut être sécurisé par des envoyés spéciaux qui effectuent la navette entre Paris et des capitales africaines ; d'autres fois, ce transport peut être assuré par les agents de la compagnie UTA soigneusement sélectionnés qui ont, sur consigne de Daniel Richon, vocation à transporter des documents sensibles ou confidentiels dans le plus grand secret afin d'échapper aux « fouilles » des valises diplomatiques par les services spéciaux. Foccart dispose donc d'un véritable réseau de communication adapté aux contraintes techniques et à la géographie de son champ d'action. Le souci de sécurité l'anime en permanence et apparaît comme le revers de ses pratiques de cloisonnement.

La découverte en 2014 par les Archives nationales des documents cachés par Foccart en Mai 68 invite à soulever un peu plus le voile sur sa méthode de travail. Extrêmement soucieux de sécurité, il commande au SDECE dans le plus grand secret une enquête sur ses personnels et le respect des règles de confidentialité dans ses propres bureaux⁴¹. Quelques semaines après sa prise de fonction en qualité de secrétaire général de la Communauté, il fait procéder à une enquête de filtrage des personnels par le service de sécurité du SDECE. Le 24 juillet 1960, les agents du service de sécurité du SDECE accompagnent une équipe Z (surnom donné aux équipes spécialisées dans les écoutes) effectuent l'opération « Montblanc », en vue de détecter l'éventualité d'une construction clandestine au sein du secrétariat général. Cette opération de « dépoussiérage » sécurise définitivement les locaux du secrétariat général ; à l'insu de ses chargés de mission, Foccart organise la sécurité de son travail, ne laissant rien au hasard et ne cédant à aucun sentiment personnel vis-à-vis de ses collaborateurs face à l'enquête du SDECE.

LES *MISSI DOMINICI* : D'UN « SYSTÈME INTÉGRÉ⁴² » À UNE DIPLOMATIE PARALLÈLE

Sur le fil entre institutions officielles et univers officieux, les *missi dominici*, ou envoyés spéciaux de Jacques Foccart représentent une dimension cruciale de cette architecture. Jean Mauricheau-Beaupré a sans conteste incarné mieux que quiconque le « barbouze » de Foccart⁴³. Ancien résistant, activiste gaulliste anti-IV^e République, il est à la fin des années cinquante un homme lige de Michel Debré dont il espérait devenir le conseiller « renseignement » à Matignon. Nommé en 1959 chargé de mission au secrétariat général de la

⁴¹ AN, fonds d'archives cachées par Foccart en Mai 68, 113 AJ.

⁴² L'expression a été forgée par Antoine Glaser, auteur de *Ces Messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005 ; *AfricaFrance*, Paris, Fayard, 2014 ; et *Arrogant comme un Français en Afrique*, Paris, Fayard, 2016.

⁴³ Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste, « Jean Mauricheau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin », JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.

Communauté (dirigé jusqu'en mars 1960 par Raymond Janot), il se tourne très rapidement vers Foccart qu'il noie littéralement de notes adressées à son « cher complice et ami », dans lesquelles il lui soumet plusieurs projets d'action psychologique à destination de l'Afrique⁴⁴. À partir de l'été 1960, il devient conseiller de présidents africains et effectue des navettes permanentes entre Paris et les capitales africaines. Officiellement rayé des cadres du secrétariat général en 1963 pour signer un contrat du ministère de la Coopération auprès de chefs d'État africains, il conserve cependant son bureau et ses entrées à l'hôtel de Noirmoutier⁴⁵. Après avoir été conseiller de l'abbé-président Youlou à Brazzaville, il devient celui d'Houphouët-Boigny jusqu'à la fin de sa vie. Mauricheau, mieux connu en Afrique sous les sobriquets de « Monsieur Jean » ou « Mathurin », est célèbre pour ses « coups ». En ce sens, les années soixante constituent son heure de gloire avec sécession du Katanga, la manipulation de « l'affreux » Bob Denard ou encore la sécession du Biafra⁴⁶. Son caractère autant que son hostilité à Joseph-Désiré Mobutu seront deux des principales causes de sa brouille avec Foccart dans la décennie soixante-dix.

Mauricheau constitue rapidement sa « petite équipe », véritable troupe volante de conseil politique qui sillonne les anciennes colonies françaises. Elle se constitue d'Antoine Hazoume⁴⁷, agent du SDECE et d'Houphouët-Boigny en Afrique centrale, de Philippe Lettéron, jeune et brillant économiste qui devient le bras droit de Mauricheau, et de Pierre Debizet *alias* Debarge, le fondateur du SAC. Lettéron définit l'esprit de leur mission auprès de Tombalbaye, lors de leur rapport pour l'année 1967 : « Pierre Debizet et moi arrivions à Fort-Lamy pour y installer, sur la demande du président Tombalbaye, ce que ce dernier appelle une petite équipe chargée d'établir des liens plus directs et permanents entre lui et ses amis de Paris, et tout particulièrement vous, monsieur le secrétaire général⁴⁸. »

44 Madame Gay, première secrétaire de Foccart à l'hôtel de Noirmoutier, s'efforce par moments de limiter la plume de Mauricheau, véritable « graphomane ».

45 AN, AG/5(3)/1171.

46 Walter Bruyère-Ostell, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français des années 1960 aux années 1990*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014 ; Jean-Pierre Bat, *La Fabrique des barbouzes*, *op. cit.*

47 AN, fonds Antoine Hazoume, 121 AJ.

48 AN, fonds Philippe Lettéron, 90 AJ/144.



2. Antoine Hazoume, Madrid, ca 1963-1965 (AN, 121 A)/5)

Ces conseillers se vivent comme le service d'action politique, pour aller au-delà des frontières imposées par l'administration. Ils se considèrent porteurs de l'esprit de la politique française de décolonisation, délaissant la lettre aux institutions officielles ; à ce titre, ils estiment incarner l'essence des relations franco-africaines. Pour Foccart toutefois, ils ne constituent qu'un des maillons de la chaîne dont il entend bien conserver l'entière maîtrise. Dans cette logique,

ils sillonnent avec l'autorisation d'Houphouët-Boigny le « syndicat » des chefs d'État amis de la France, prodigant de nombreux conseils aux oreilles présidentielles au double titre de leur qualité de fondés de pouvoir du « Vieux » (Houphouët) et du masque africain du général de Gaulle (Foccart).

Dans les années soixante, cette « petite équipe » est particulière active dans les désordres d'Afrique centrale. Félix Houphouët-Boigny, François Tombalbaye, Moïse Tshombé et Albert-Bernard Bongo accueillent au sein de leur présidence ces conseillers très spéciaux. À Abidjan et à Libreville, ces *missi dominici* travaillent en étroite collaboration avec les services spéciaux locaux : le Service ivoirien pris en main par Raymond Bichelot et Gildas Lebourrier, un ancien capitaine du service Action devenu son bras droit en Côte d'Ivoire, et la Garde présidentielle gabonaise, créée par Maloubier puis dirigée par Yves Le Braz et Loulou Martin, deux anciens militaires français issus des guerres coloniales⁴⁹. Pour mener à bien sa politique sur le terrain, souvent chaotique, Mauriceau s'appuie également sur des baroudeurs de confiance, à l'image Jean-François Chauvel et Paul Ribeaud, deux journalistes nationalistes très proches du monde interlope du renseignement. Il ressort de l'observation de ces réseaux un sentiment « d'entre soi » teinté d'une culture « moustache » (ainsi que la qualifient certains présidents africains influencés par le vocabulaire barbouzard), mêlant les volets renseignement et action des services spéciaux au profit d'une sécurité d'État sanctuarisée, qui passe par la sécurité politique et physique du président africain. Bob Maloubier, mieux que quiconque, résume d'un trait de plume cette atmosphère : « Nos activités concernant la sacro-sainte sécurité nous rendent précieux⁵⁰. »

Ce système intégré des *missi dominici* connaîtra une profonde évolution avec la liquidation du secrétariat général en 1974 : Mauriceau le premier considère que l'action commencée avec Foccart se poursuit plus efficacement depuis Abidjan que Paris. Nombre de ces « barbouzes » développent un ostensible anti-giscardisme ; en 1981, l'élection du premier président socialiste de la V^e République renforcera leur sentiment que le combat commencé auprès de Foccart en 1960 se poursuit mieux auprès d'Houphouët et Bongo qu'auprès des institutions parisiennes.

49 Cette GP collabore étroitement dans les années soixante et soixante-dix avec les équipes de Bob Denard, à qui elle servira de modèle pour son projet de GP aux Comores entre 1978 et 1989.

50 AN, AG/5(F)/2012.



Signature
du titulaire

LE DIRECTEUR CENTRAL
DE LA DOCUMENTATION

Atteste que M. Philippe LETTERON
dans le cadre des accords de la coopération
exerce les fonctions de COLONEL
auprès des Forces de Police Nationales Gabonaises
pour la conférence au sommet de l'OUA 1977

Les Autorités Civiles et Militaires sont invitées
à laisser passer et circuler librement le porteur
de la présente carte, qui est autorisé à requérir
l'assistance de la Force Publique pour les
besoins du service.

**P. Le Directeur Central
la Documentation Générale et P.O.
Le Directeur Central Adjoint**



42

3. Papiers d'identité établis au nom de Philippe Lettéron,
conseiller présidentiel d'Omar Bongo, par les services de sécurité gabonais,
à l'occasion du sommet de l'OUA à Libreville en 1977 (AN, 90AJ/80)

Foccart n'hésite pas, sous couvert de la Coopération, à mandater des *missi dominici* auprès de chefs d'État dont le pouvoir est à consolider: le cas du Gabon, en 1964, n'est pas isolé. Au lendemain de l'insurrection du Sawaba, le parti d'opposition dirigé par Djibo Bakary, un nouveau conseiller s'installe à la présidence à Niamey en 1965, auprès de Diiori Hamani: Jacques Mansion⁵¹. En réalité, c'est Foccart qui envoie cet ancien pionnier des services secrets de la France libre, compagnon de la Libération. Dès 1960, alors qu'il est au Congo-Brazzaville, Mansion écrit au général de Gaulle par l'entremise de Foccart: « Je tiens à vous féliciter de votre action énergique au sujet de l'affaire d'Algérie, et reste à votre disposition selon mes moyens⁵². » L'Afrique des présidents de Foccart est un petit monde: à Niamey, les pas de Mansion croisent ceux de son vieil ami Bob Maloubier, conseiller de Léon M'Ba.

Le classement des archives Foccart a cependant permis d'aller plus loin: la critique des caractères internes et externes des documents ainsi que leur analyse paléographique ont permis de mettre en lumière certaines des connexions de Foccart, au plus fort de la crise d'Algérie.

⁵¹ Pascal Airault et Jean-Pierre Bat, « L'agent 001 de la France libre est appelé au chevet d'Hamani Diiori. 21 juillet 1965 », dans *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016, p. 41-46.

⁵² AN, AG/5(F)/641.

Les travaux de François Audigier ont mis au jour le rôle de certains contacts « invisibles », mais fondamentaux dans l'information de Jacques Foccart : le capitaine de gendarmerie Dargelos est devenu un cas d'école⁵³. Ainsi qu'il le confesse dans ses Mémoires, Foccart doit faire face à une période particulièrement sensible pour le régime entre la semaine des barricades en 1960 et la liquidation de l'OAS en 1962, le putsch des généraux constituant l'acmé de cette crise. Ses adversaires, notamment les anciens de l'OAS et des milieux nationalistes, ont accusé Foccart de disposer de « taupes » et de « barbouzes », c'est-à-dire d'une police politique parallèle chargée de combattre les partisans de l'Algérie française. L'épisode de « séparation » entre Foccart et le service Action, autour de la neutralisation du colonel Godard, montre que l'affaire est moins simple, moins évidente.

Ayant suivi de très près l'organisation et l'exécution de la première phase de « Résurrection » en mai 1958, Foccart sait très bien à quel type de menace il devra faire face. Contrairement à certaines idées reçues, il ne mobilise pas le SAC en tant que tel, mais va solliciter des personnes de confiance, insoupçonnés et insoupçonnables, pour organiser des mouvements capables de résister à tout coup de force en métropole⁵⁴.

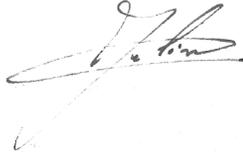
Des notes et rapports manuscrits, à l'écriture très caractéristique (écriture au stylo plume bleu, ductus très incliné, hampes des consonnes prononcées et graphie des « d » très reconnaissable), ont attiré l'attention parmi les archives cachées par Foccart en Mai 68 et que les Archives nationales ont retrouvées en 2014⁵⁵. Ces notes manuscrites côtoient notamment trois cartes Michelin (Chaumont-Strasbourg, Auxerre-Dijon, Paris-Chaumont). La carte Auxerre-Dijon fonctionne avec un papier calque superposable : il s'agit de l'identification des « terrains archivés pendant la guerre » et des « terrains archivés après la guerre » intéressant les atterrissages, les parachutages de personnel et de matériel. Foccart y est d'autant plus attentif qu'il a servi en Mayenne pour le compte du BCRA au sein du Bureau des opérations aériennes. Ce document met en lumière le rôle des réseaux hérités de la Résistance. La signature manuscrite a pu être identifiée comme celle d'un certain « Julien ».

53 François Audigier, « Les réseaux Foccart en outre-mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75. Les travaux de François Audigier s'arrêtent à 1958 : la découverte des archives cachées par Foccart en Mai 68 confirme l'importance du capitaine Dargelos au regard de l'épais dossier de correspondances et de renseignements sensibles fournis par Dargelos entre 1958 et les années soixante, notamment autour de la crise qui traverse le corps militaire en Algérie.

54 Dans ses Mémoires, l'avocat Lemarchand laisse entrevoir explicitement le rôle de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, dans la lutte anti-OAS (Pierre Lemarchand, « *Barbouze* » du *Général*, *op. cit.*).

55 AN, 113 AJ.

Amicalement à Td



4. Lettre de « Julien » à Foccart, 30 novembre 1961 (AN, 113 AJ)

44

Sous ce pseudonyme se cache en réalité Pierre Henneguier (Julien de son troisième prénom)⁵⁶. Agent P2, le colonel « Julien » a été chef de mission Action en région P. (Paris)⁵⁷, commandant du maquis « Julien » dans Morvan, créateur et unique commandant du 6^e bataillon de marche de la Nièvre et libérateur de Nevers. Le maquis « Julien », point d'orgue mémoriel de sa résistance, est issu du groupe d'Action immédiate de la mission Lemniscate (FFC)⁵⁸. Il s'est rendu célèbre en août 1944 dans la bataille du Morvan (combat de Sancy où 250 résistants tiennent tête à 5 000 hommes de la Wehrmacht). Dans l'après-guerre, il devient un des vice-présidents de l'amicale « Action »... dont Foccart est l'un des membres fondateurs⁵⁹. Henneguier y joue un rôle de liaison tout particulier en sa qualité de directeur du bulletin de l'amicale : *Gens de la Lune*. C'est dans cette culture « réseau » d'anciens de la Résistance que Foccart fait appel, en 1960, à « Julien » pour constituer un service de renseignement et d'action en marge de toute structure officielle. En 1960, personne ne pouvait imaginer que ce directeur des usines SIMCA œuvre au service de Foccart, en toute clandestinité. S'il est délicat d'évaluer la portée réelle de la contribution de « Julien » à la défense du régime, ces archives permettent de mettre au jour les projets d'Henneguier. « Julien » adresse à Foccart des bulletins de renseignements olographes, établis sur les principes d'un véritable fichier de renseignement. Mais surtout, il imagine pour Foccart l'opération « Miroir »⁶⁰ : « Création d'un réseau ayant pour *mission principale* de soutenir la politique du

56 AN, 72 AJ / NC_Action_Ind/145, Dossier de Pierre Henneguier. Inscrit à l'amicale le 12 mai 1945, il est titulaire de la carte n° 429. À sa mort en 1992, c'est Foccart qui, pour *Gens de la Lune*, le bulletin de l'amicale « Action », dresse le résumé des citations de « Julien ».

57 Saboteur, il est l'auteur de la neutralisation des usines Hotchkiss à Levallois, Bronze Avis (qui fournit l'aviation allemande) à Courbevoie, Timken à Asnières, et Molicet et Blin à Aubervilliers en 1944.

58 AN, 72 AJ / NC_Action_Ind/49. Comme indicatif de son questionnaire provisoire à remplir par les membres du comité et les membres fondateurs de l'amicale « Action », Foccart écrit : « Bineau adjoint de Lemniscate ». Nul doute que « Lemniscate » constitue un lien de confiance supplémentaire entre « Bineau » et « Julien » après guerre.

59 Parmi les membres très actifs de l'amicale « Action », il convient de souligner deux personnalités proches de Foccart et du monde du renseignement : Pierre Fourcaud et Pioche.

60 AN, 113 AJ, Note de projet de « Julien » pour l'opération « Miroir ».

général de Gaulle au moyen d'arguments préparés à l'avance, communiqués par une centrale, et pour *missions secondaires* :

- 1°) Agir rapidement et discrètement sur certains objectifs fixés par la centrale.
- 2°) Recherches de tous renseignements concernant l'activité des adversaires de la politique gouvernementale.
- 3°) Informer la centrale et proposer des solutions aux problèmes d'organisation d'implantation ou d'action, sur le plan local, départemental ou régional. »

OPÉRATION MIROIR
PROJET

OBJECTIF : *Création d'un Réseau ayant pour mission principale de soutenir la politique du Général de Gaulle au moyen d'arguments préparés à l'avance, communiqués par une centrale, et pour missions secondaires :*

5. Manuscrit du projet « miroir » par « Julien », ca 1960-1961 (AN, 113 A)

L'esprit de l'action psychologique y apparaît pleinement. Le « Patron » serait assisté de deux principaux lieutenants : le premier pour « l'action politique », le second pour « l'action directe ». Ces deux agents seraient secondés par dix responsables « choisis parmi les personnalités les plus diverses sur le plan des activités professionnelles et des relations avec l'opinion mais en tous cas dont le rayonnement est absolument certain. » Ce réseau clandestin aurait comme terrain d'action la métropole et l'Afrique du Nord. Il apparaît que le dispositif de « Julien » a dû connaître certains résultats, ainsi qu'en témoignent les courriers adressés à Foccart en amont et en aval du putsch des généraux. Ainsi écrit-il le 18 avril 1961, pour son dispositif métropolitain : « J'ai pu réorganiser, dans une large mesure, l'appareil prévu, les "sonnettes" sont assez bien placées et la pénétration est en voie de réalisation. » Pas assez toutefois, pour désamorcer le putsch des généraux qui a pris de vitesse Foccart. Au lendemain du 21 avril 1961, Hennegui propose à Foccart la « constitution d'un bataillon parachutiste de réserve et d'intervention », qui constituerait à travers l'amicale des parachutistes un réservoir d'hommes sûrs à la suite de la trahison de plusieurs cadres militaires.

Parallèlement, dans ces mêmes liasses d'archives exhumées en 2014, d'autres projets ont été élaborés, tels que « l'organisation matérielle d'une centrale de

documentation », avec liste nominative de correspondants par départements et protocole de transmission des renseignements (écrits de la main de Foccart). Bayonne et la frontière basque semblent, dès 1960, attirer tout spécifiquement l'attention de Foccart et des défenseurs du régime. Si Foccart n'hésite pas faire appel à certains membres du SAC, il leur demande parfois de quitter ce service pour prévenir toute accusation de compromission du parti gaulliste. L'esprit clandestin l'emporte sur d'autres considérations. C'est dans cet esprit que Foccart se tourne vers les anciens de l'amicale « Action », à la fidélité et aux méthodes éprouvées⁶¹. En 1962, la vigilance de « Julien » ne désarme pas : il propose à Foccart de « constituer rapidement une implantation en hommes sûrs dans chaque ministère [et de] constituer un appareil clandestin chargé d'enquêter dans les unités militaires et ayant entre autres missions celle de "liquider" les colonels de l'OAS et les leaders politiques de l'Organisation. Mais pas de procès ni de retour en métropole. » L'esprit de lutte qui anime cette « amicale gaulliste » atteste de l'héritage actif de la Résistance. Celui-ci recouvre différentes formes, cloisonnées les unes des autres et dont seul Foccart a la clé.

*Compte tenu de ces deux probabilités
il faudrait.*

- 10) constituer rapidement une implantation
en hommes sûrs dans chaque ministère*
- 20) Constituer un appareil clandestin
chargé d'enquêter dans les unités militaires
et ayant entre autres missions celle de
"liquider" les colonels O.A.S et les leaders
politiques de l'Organisation - Mais pas de procès
ni de retours en métropole.*

6. Lettre de « Julien » à Foccart sur la menace OAS après les accords d'Évian, 1962 (AN, 113 AJ)

Pour exceptionnel qu'il est, le cas « Julien » n'est pas isolé. L'opération de classement du fonds du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches a donné lieu à d'autres authentications paléographiques. Le dossier intéressant les relations de Foccart avec ses correspondants en Algérie au lendemain de la semaine des barricades de janvier 1960 dispose de nombreuses lettres manuscrites rédigées d'une même main au stylo bille noir. L'écriture est régulière, parfois ronde et large ; les dernières pages sont souvent marquées

61 AN, 113 AJ, Correspondance avec « Jeanpierre », cabinet du ministre des Armées.

par une accélération de la plume et une apparente nervosité. Au lendemain du putsch des généraux, le ton s’y fait de plus en plus ferme, ainsi que le montre la mention finale de celle du 7 juin 1961 : « Tout en ne mettant pas de nom pour des raisons que vous connaissez, j’espère que vous devinerez l’auteur de cette lettre⁶². » Dans ce courrier, l’auteur se présente comme quelque qui a fait du renseignement « toute [sa] vie, dans la résistance, aux FFL, en Indochine et même Algérie ». Son propos est clair : « Pour frapper au bon endroit, il faut intensifier le renseignement. [...] Si Paris et Alger voulaient bien faire appel à mes services en accroissant mes responsabilités et en me donnant des moyens appropriés, je me sens fort et très à l’aise pour implanter un bon réseau de renseignement qui nous donnera des résultats positifs et spectaculaires dans les deux domaines où gravitent les deux extrêmes, l’activisme européen notamment (OAS – maquis – plastic – assassinats – enlèvements – séquestration, etc.) Faute d’un bon réseau pour démasquer et neutraliser ces gens-là, nous allons vers de mauvais lendemains. »

Dans un courrier du 11 septembre 1961, ce même auteur anonyme précise la mission prioritaire qu’il propose de remplir s’il en reçoit le feu vert de Foccart, hors hiérarchie. « Il est peut-être temps que la “plaisanterie” en Algérie et ailleurs prenne fin. Veut-on oui ou non mettre Salan et consorts en état d’arrestation ? Dans la positive, je revendique cette mission délicate et lourde de conséquences et de responsabilité. Qu’on veuille bien mettre à ma disposition les moyens nécessaires et il ne se passera pas un mois sans que ces “Messieurs” soient mis à “l’ombre”. Faute de ça nous allons droit à une catastrophe sanglante sans précédent. Toujours mon dévouement total⁶³. »

La comparaison des courriers avant et après le 21 avril 1961 ne laisse aucun doute sur l’identité de l’auteur : l’inspecteur Augustin Renucci, ancien caporal du BCRA et vétéran d’Indochine reconverti dans la police en Algérie. Ce fervent gaulliste a notamment fait partie de la mission « Alger » qui s’est rendue en Corse (où il a plusieurs attaches personnelles) le 24 mai 1958 dans le cadre de l’opération « Résurrection ». S’il est difficile d’évaluer la portée réelle de ses actions sur la seule foi de ses courriers, il n’en reste pas moins que ses correspondances sont riches d’enseignement. Depuis la semaine des barricades, événement fondateur de la rupture entre Foccart et les activistes, Renucci se vit comme un infiltré de ce dernier au sein de la Sûreté générale d’Algérie passée sous les ordres du colonel Godard depuis le 13 mai 1958. Une fois encore, l’amicale « Action » n’est pas loin. Dans l’environnement de Renucci se retrouve Anne Krug-Basse : personnalité « d’Action », elle est secrétaire à l’école de police

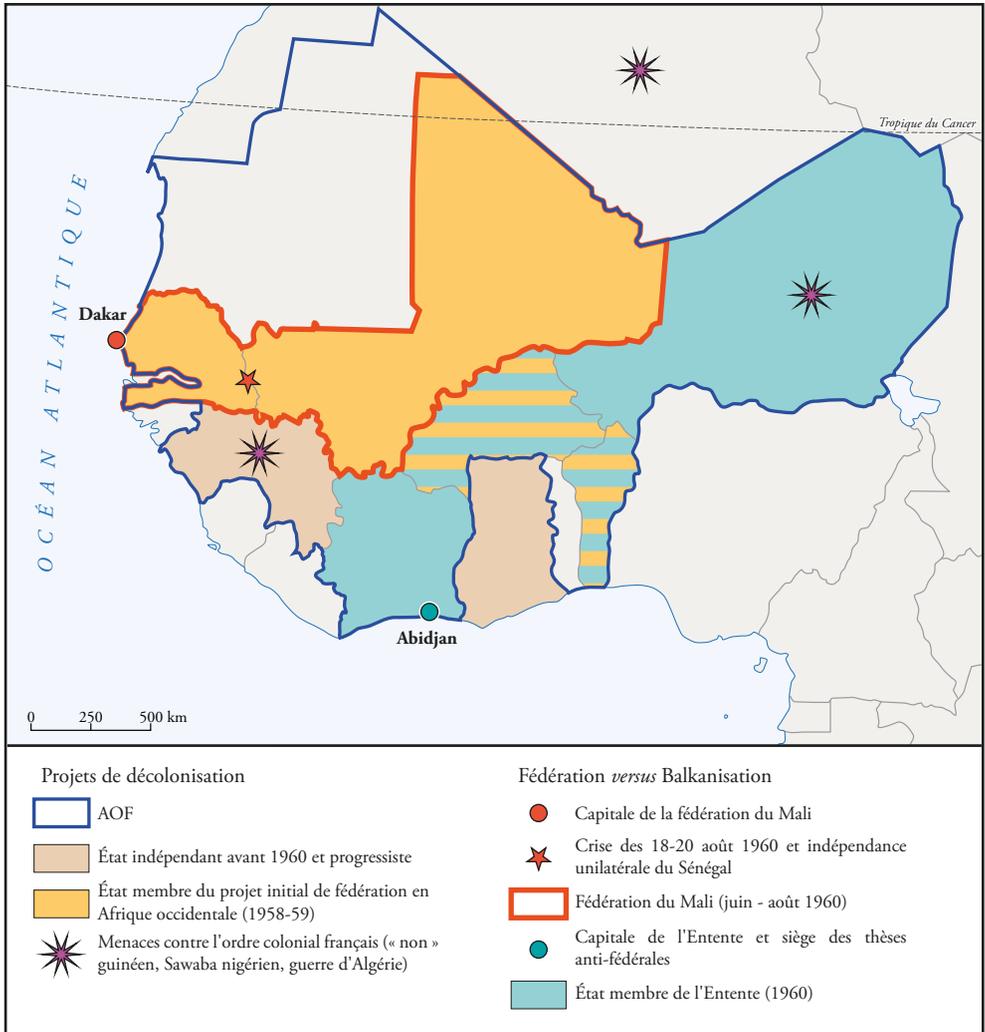
62 AN, AG/5(F)/323, Lettre anonyme, Alger, 7 juin 1961.

63 AN, AG/5(F)/323, Lettre anonyme de la main d’Augustin Renucci, Alger, 11 septembre 1961.

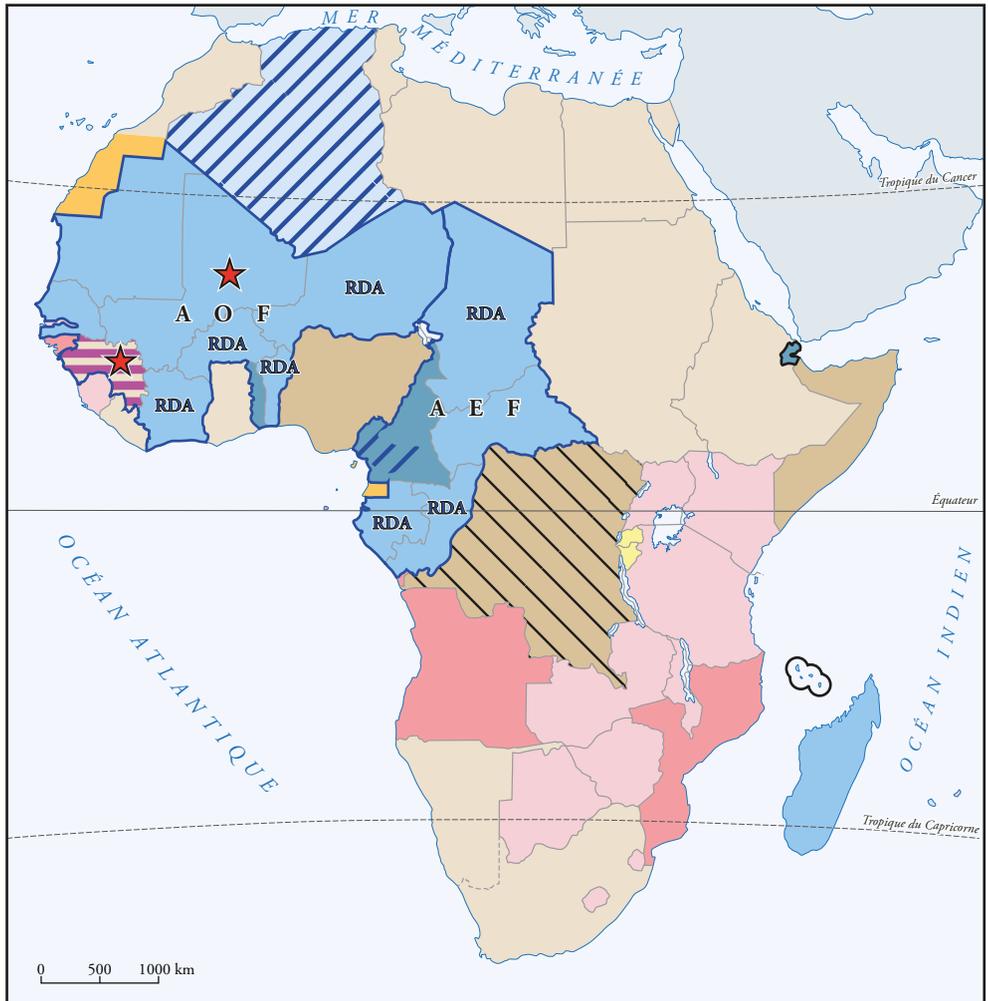
d'Alger, et semble véritablement jouer le rôle d'agent de renseignement de Foccart au plus près du dispositif de Godard.

Ces authentications paléographiques ne sont que deux des nombreuses découvertes que réserve le fonds Foccart. Si elles ne permettent pas de recomposer la réalité de son dispositif voire de ses « réseaux » (formule entendue dans l'acception la plus classique héritée de la Résistance), elles en donnent toutefois la coloration. Foccart a été puissamment forgé par la guerre tant pour sa conscience politique gaulliste que pour ses méthodes et ses réflexes d'homme du renseignement : cette clé de lecture l'inscrit profondément dans une appréhension générationnelle dont il est devenu, dans les années soixante, l'icône – tant pour ses partisans que pour ses détracteurs. Sans doute une importante part de sa légende noire se joue-t-elle là.

Cartes

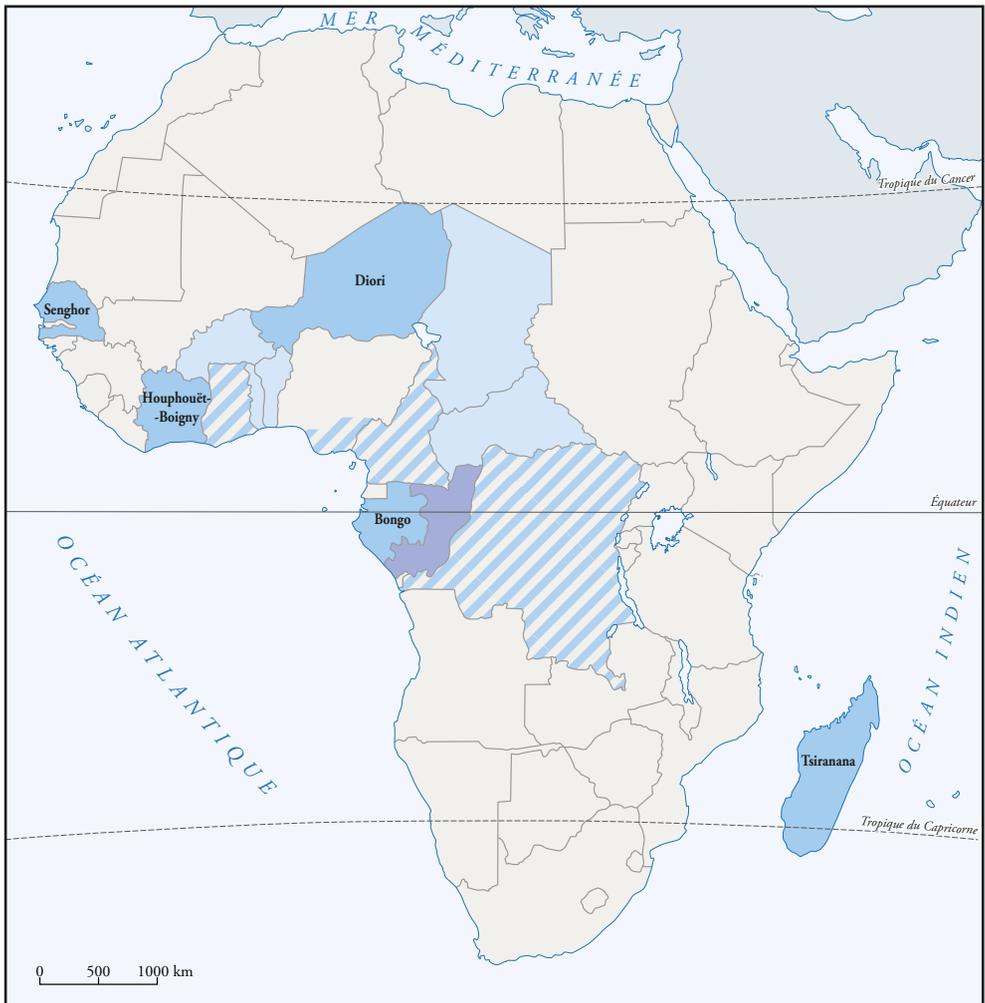


L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français	1960 : année de l'Afrique	Le crépuscule colonial
Département	Guerres coloniales françaises	État indépendant avant 1960
Colonie	Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire	État indépendant en 1960
Fédérations AOF et AEF (1958)	Territoires non décolonisés	Colonies en 1960
Territoire sous tutelle	Gouvernement RDA tendance Houphouët	belge
« Non » à la Communauté (1958)	1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)	britannique
		espagnole
		portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



 « Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

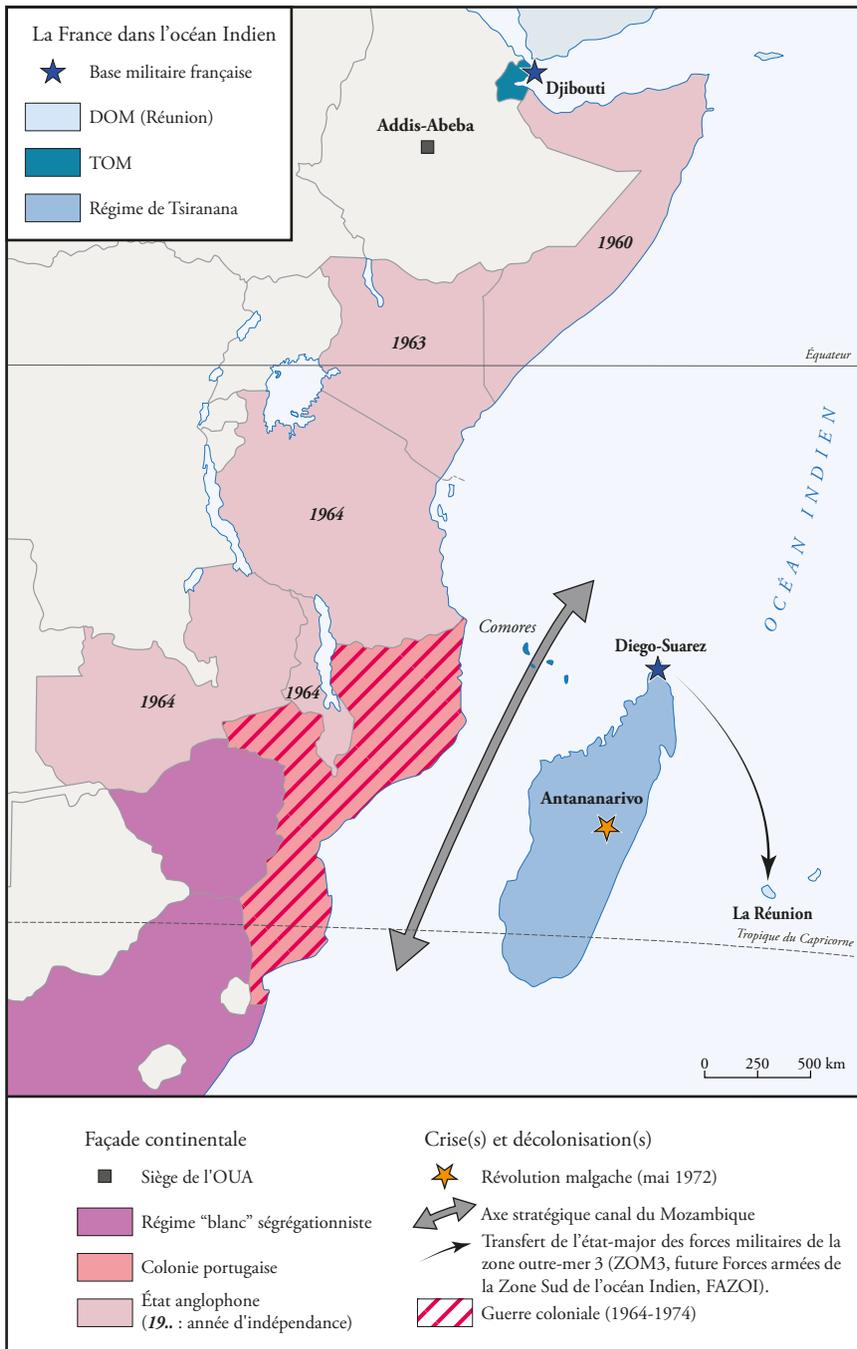
 « D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

 « La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...]. »

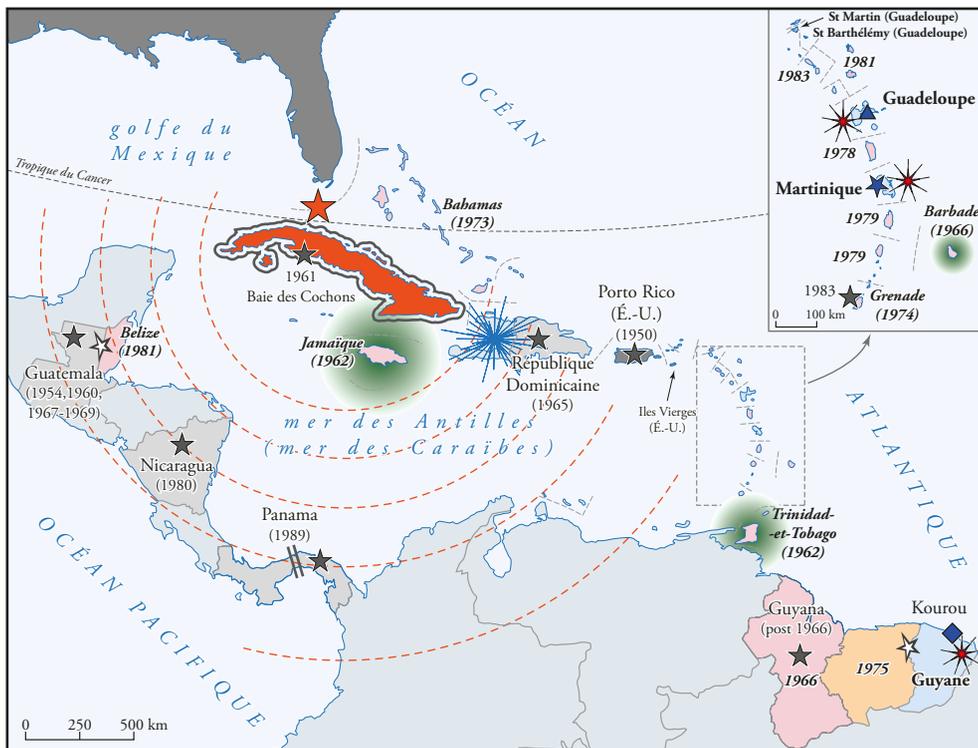
 « C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

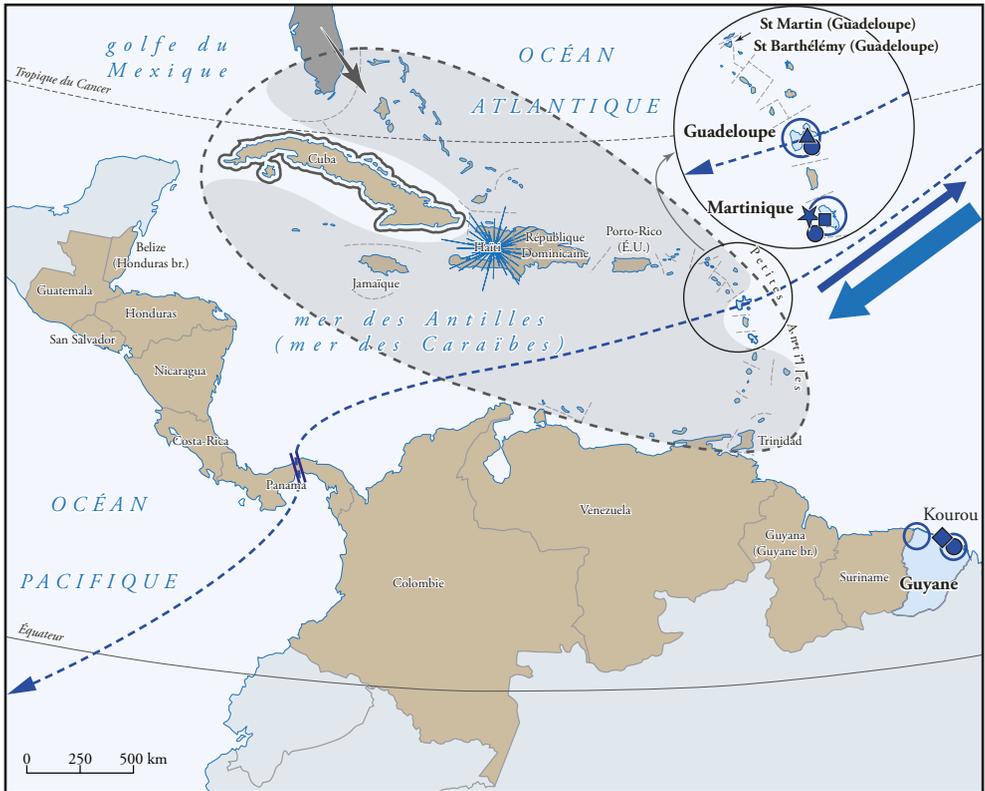
Présence et influence des États-Unis

- == Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- - - - - Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

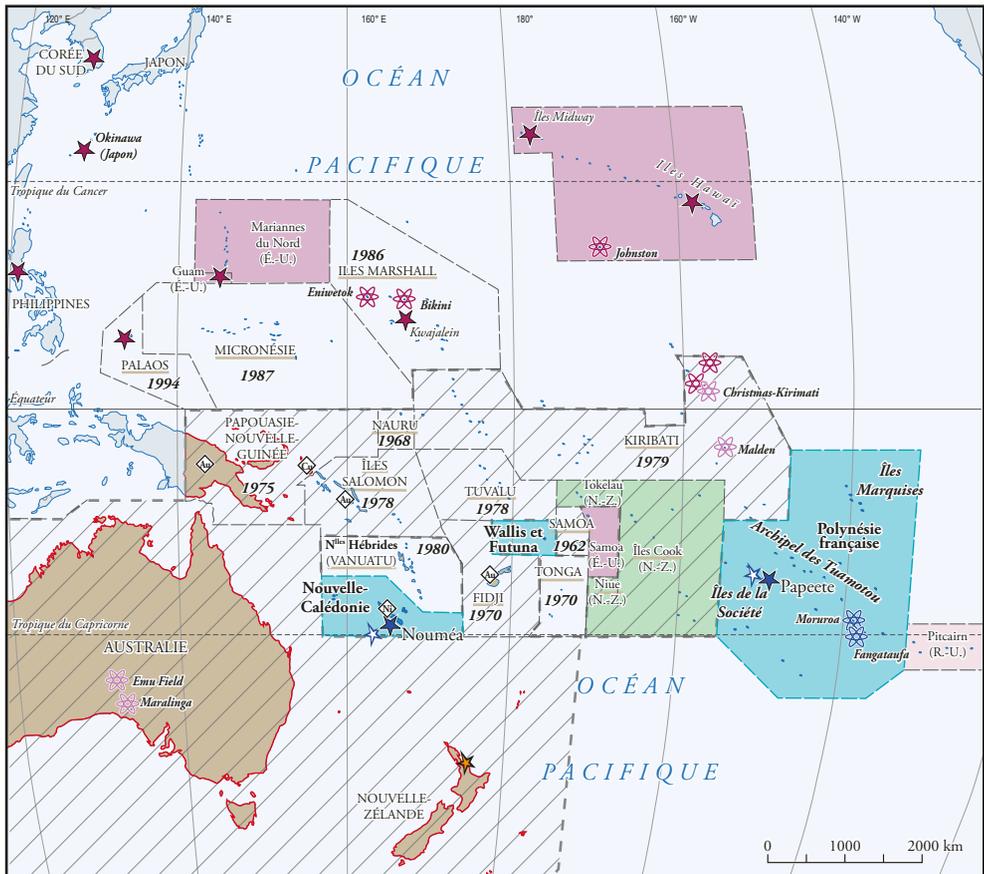
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➜ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

Ressources minières

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général : mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISSETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnologie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Maurice Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS
DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

JACQUES FOCCART: ARCHIVES OUVERTES Table des abréviations

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974)	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972)	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

